

**DELIBERATION  
 DU  
 COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

<p>Date de la convocation <b>27/11/2025</b></p> <p>Membres en exercice <b>18</b></p> <p>Membres présents <b>14</b></p> <p>Nombre de procurations <b>0</b></p> <p>Membres excusés <b>4</b></p> <p>Nombre de suffrages exprimés <b>14</b></p>	<p>L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.</p> <p><b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Claude CAUET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE</p> <p><b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :</p> <p><b><u>PROCURATIONS</u></b> :</p> <p><b><u>EXCUSES</u></b> : Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET</p> <p><b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b></p>
---	---

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-34**

**AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE SIGNER DES CONTRATS DE REPRISE DES EMBALLAGES MÉNAGERS**

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que le Syndicat vient de délibérer pour la signature d'un contrat pour l'action et la performance avec CITEO.

Le Président informe l'Assemblée que les contrats de reprise des emballages ménagers du Syndicat arrivent à terme.

Le syndicat a donc lancé une consultation pour la vente des matières premières secondaires issues du tri des déchets ménagers collectés sur le territoire du syndicat TRI-ACTION regroupant 9 communes du Val d'Oise pour 127 000 habitants.

Les matériaux triés sont mis à disposition dans le centre de tri des collectes sélectives Paprec CYDEC à Saint-Ouen-L'Aumône dans le Val-d'Oise.

Plusieurs repreneurs potentiels ont répondu à un ou plusieurs lots de cette consultation qui était décomposé en 10 lots :

1	Papiers imprimés dits à désencrer : journaux et magazines, papiers graphiques	<b>1.11</b>
2	Gros de magasin : Mélange de diverses qualités de papier et cartons	<b>1.02</b>
3	Acier et petits aciers	
4	Aluminium et petits aluminiums	
5	Petits Alu	
6	PCNC – cartons ondulés	<b>1,05</b>

7	PCNC – Mélange de diverses qualités de papiers cartons	
8	PCC - Papiers-cartons pour liquides alimentaires	5.03
9	Emballages plastiques en PET clair	Q9
10	Emballages plastiques: Bouteilles PEHD, PP et pots et barquettes -mix PE/PP	Mix PE/PP

Monsieur le Président précise que les contrats qui seront signés dans l'option « fédération » seront tri-partite entre le Syndicat, le centre de tri et le repreneur pour engager toutes les parties dans le bon déroulement du contrat pour les repreneurs de l'option fédération.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'offre des sociétés,

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

**APPROUVE** les contrats entre le syndicat TRI-ACTION et les sociétés suivantes pour la reprise des matériaux.

		Repreneurs
1	Papiers graphiques – journaux/revues/magasins (JRM)	PAPREC
2	Gros de magasin	PAPREC
3	Acier et petits aciers	PAPREC
4	Aluminium et petits aluminium	SUEZ
5	Petits Alu	SUEZ
6	PCNC - Papiers-cartons	PAPREC
7	PCNC - Papiers-cartons	PAPREC
8	PCC - Papiers-cartons pour liquides alimentaires	PAPREC
7	Emballages plastiques en PET clair	PAPREC
9	Emballages plastiques: Bouteilles PEHD, PP et pots et barquettes -mix PE/PP	PAPREC

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit contrat et toutes pièces afférentes.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 08/12/2025

Qualité : Président

*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*

**Contrat-type pour la gestion des déchets de pneumatiques auprès des collectivités territoriales**

**ENTRE :**

**ALIAPUR**, société anonyme, dont le siège social est sis 71 cours Albert Thomas, 69003 Lyon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 440 874 139, représentée par son Directeur Général, Monsieur Hervé DOMAS,

**FRANCE RECYCLAGE PNEUMATIQUE**, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 950 833 608, ayant son siège social sis 43 B route de Vaugirard — 92190 Meudon, représentée par la société DIPROPNEU (RCS EVRY 950 833 608), elle-même représentée Monsieur Bruno MAZZACURATI, dûment habilité à l'effet des présentes ;

**TYVAL**, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le numéro 981 856 388, ayant son siège social sis 2A boulevard Van Gogh — 59650 Villeneuve d'Ascq, représentée par son Directeur général, Monsieur Laurent HOUVENAGHEL,

ci-après désignée par l'«**L'ECO-ORGANISME** », d'une part,

**et**,.....

Indiquer ici le nom de la collectivité ou de l'EPCI

ci-après désignée la « **COLLECTIVITE** » d'autre part,

**L'ECO-ORGANISME** et la **COLLECTIVITE** sont ci-après désignés individuellement par une « **PARTIE** » et ensemble les « **PARTIES** ».

## **II A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Les trois éco-organismes de la filière pneumatique ont été agréés par arrêté du Ministre de la transition écologique en décembre 2023 en qualité d'éco-organisme de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques pour répondre aux exigences et objectifs du cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 juin 2023. Ils ont une mission d'intérêt général consistant en la collecte, le tri, le traitement, le recyclage, la valorisation des déchets de pneumatiques, dont le périmètre a été défini à l'article R 543-137 du Code de l'environnement.

Les trois éco organismes agréés ont créé le "*Comité Coordonnateur pour la Collecte des Pneumatiques*" et cet organisme coordonnateur de la filière REP des pneumatiques a été agréé par arrêté interministériel le 2 décembre 2024 après avoir reçu un avis favorable de la commission inter-filière des REP le 4 juillet 2024.

La COLLECTIVITE a mis en place une collecte séparée des déchets de pneumatiques usagés à l'aide de points de collecte situés en déchèterie et/ou en point de reprise mobile.

Conformément aux articles R 541-104, R 543-143 du Code de l'environnement et aux articles 3.4, 3.5, 3.6 du cahier des charges ci-dessus mentionné, un ECO-ORGANISME REFERENT assure auprès de la COLLECTIVITE l'enlèvement des déchets de pneumatiques qu'elle détient, met à sa disposition sans frais des contenants et équipements de protection individuelle et contribue à la prise en charge des coûts des opérations de collecte de la COLLECTIVITE dans les conditions visées ci-après.

Le présent document arrête les termes et conditions de l'enlèvement de déchets de pneumatiques détenus par la COLLECTIVITE et, de la mise à disposition de contenant(s) et équipements de protection individuelle par l'ECO ORGANISME REFERENT. Il régit les conditions administratives contractuelles qui encadrent la mise en œuvre des dispositions de prise en charge des déchets de pneumatiques.

## **CELA EXPOSE, IL A ETE ARRÊTE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE - 1. Définition**

**Agrément** : agrément ministériel accordé à un ECO-ORGANISME par arrêté en date du 27 ou 31 décembre selon les cas du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires lui conférant le statut d'éco-organisme agréé de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques.

**Cahier des charges** : cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des pneumatiques, annexé à l'annexe 1 de l'arrêté du 27 juin 2023 du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

**COLLECTIVITE** : désigne la personne morale de droit public signataire du présent contrat et tous ses groupements.

**Collectivité(s) territoriale(s)** : communes et leur groupement composant le territoire administratif d'une collectivité, non partie au Contrat mais susceptibles de conclure ce contrat type si elles en font la demande.

**Contenant** : matériel de stockage de la collecte séparée en vue d'un enlèvement par L'ECO-ORGANISME REFERENT.

**Contrat** : désigne le présent document et ses annexes constituant le contrat type de tous les éco-organismes agréés de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques, présentés conjointement par lesdits éco-organismes à leur demande d'agrément conformément à l'article 9.2 du Cahier des charges.

**Déchèterie** : lieu où les usagers de la COLLECTIVITE déposent leurs déchets occasionnels ménagers et assimilés comme les pneumatiques usagés.

**Déchets de pneumatiques** : pneumatiques y compris les pneumatiques sur jantes, pneumatiques solidaires d'une virole par conception, à l'exception de ceux qui équipent les équipements électriques et électroniques définis à l'article R 543-172 du Code de l'environnement, les jouets définis à l'article R 543-320 du Code de l'environnement, les articles de sport et de loisirs définis à l'article R 543-330 ainsi que les articles de bricolage et de jardin définis à l'article R 543-340 et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 les pneumatiques pleins.

**ECO-ORGANISME REFERENT** : désigne l'éco-organisme désigné par l'organisme coordonnateur pour gérer les déchets de pneumatiques de la COLLECTIVITE. L'ECO-ORGANISME REFERENT peut changer en cours de contrat sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité de service et les obligations résultant des arrêtés portant agrément des éco-organismes et de l'organisme coordonnateur.

**Enlèvement** : reprise sans frais des déchets de pneumatiques remis par les ménages et assimilés quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets auprès de la COLLECTIVITE en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets effectué par l'ECO-ORGANISME REFERENT et ses prestataires.

**Enlèvement séparé** : collecte des déchets de pneumatiques usagés en déchèterie et/ou en point de reprise mobile géré(s) par la COLLECTIVITE et, la remise de pneumatiques usagés collectés parmi les encombrants par les services en charge de la propreté de l'espace public.

**Organisme coordonnateur** : organisme chargé de coordonner les travaux des trois éco-organismes et plus particulièrement de désigner un éco-organisme afin de remplacer un éco-organisme défaillant avec une collectivité. Cet organisme (CCCP) a été agréé par les pouvoirs publics le 2 décembre 2024.

**Point d'enlèvement** : lieu où sont stockés des déchets de pneumatiques, quel que soit leur type et leur état, par la collectivité signataire du contrat. Ce point d'enlèvement peut être une déchèterie ou un autre site (type centre technique municipal) et qui bénéficie des services proposés par ledit contrat. Le point d'enlèvement est déclaré par la collectivité au moment de la signature du contrat.

**Producteurs** : désigne les personnes physiques ou morales visées à l'article R 543-137 IV du Code de l'environnement.

**Système d'information** : désigne le portail mis à disposition de la COLLECTIVITE par l'ECO-ORGANISME REFERENT. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

**Traitement** : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination.

## **ARTICLE - 2. Objet du contrat**

Le présent Contrat a pour objet d'encadrer les relations contractuelles entre l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE qui détient des déchets de pneumatiques et met fin de plein droit à tout document contractuel antérieur existant entre les parties ayant le même objet.

Le présent Contrat est le seul document contractuel qui lie L'ECO-ORGANISME REFERENT à une COLLECTIVITE pour la mise en œuvre de ses obligations en tant qu'éco-organisme agréé de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques. Le présent Contrat remplace et annule tout autre document signé dans le cadre de la collecte et de la valorisation des déchets de pneumatiques. Chacune des parties fera son affaire du respect des clauses du contrat par son ou ses prestataires.

Le présent contrat a pour objet de régir les conditions dans lesquelles :

- L'ECO-ORGANISME REFERENT assure directement ou via ses prestataires l'enlèvement des déchets de pneumatiques auprès de la COLLECTIVITE en vue de pourvoir à leur traitement.
- L'ECO-ORGANISME REFERENT et/ou ses prestataires mettent à disposition sans frais les contenants auprès de la COLLECTIVITE et fournissent les équipements de protection individuelle de ses agents selon les conditions ci-après.
- L'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge l'ensemble des déchets de pneumatiques, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, produits lors de catastrophes naturelles ou accidentelles.
- L'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge les déchets de pneumatiques issus d'un dépôt illégal sur le territoire de la COLLECTIVITE.
- L'ECO-ORGANISME REFERENT verse les soutiens financiers tels que prévus en Annexe 3. L'ECO-ORGANISME REFERENT propose gratuitement à la COLLECTIVITE des outils, méthodes et actions destinés à la formation de ses agents en charge de la collecte séparée.

### **ARTICLE - 3. Engagements de l'ECO-ORGANISME REFERENT VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE**

#### **3.1. Mise à disposition sans frais des contenants et équipements de protection individuelle adaptés à l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques**

À la demande de la COLLECTIVITE, l'ECO-ORGANISME REFERENT met à sa disposition sans frais des équipements de protection individuelle et un ou des contenants.

1° mise à disposition d'un contenant après un échange entre l'ECO-ORGANISME REFERENT ou son prestataire et la COLLECTIVITE quand le volume enlevé atteint 12 tonnes de déchets de pneumatiques par an sur un même lieu de collecte. Le choix de la taille du contenant reste à la discrétion de l'ECO-ORGANISME REFERENT mais doit être compatible avec l'organisation du point d'enlèvement et permettre une collecte efficace par la COLLECTIVITE.

- 2° quand la collecte ne dépasse pas 12 tonnes par an, l'ECO ORGANISME REFERENT enlève manuellement les déchets de Pneumatiques usagés aux conditions ci-dessous énoncées :Les déchets de pneumatiques sont stockés à l'abri des intempéries (bâche minimum) l'ECO ORGANISME REFERENT pourra sur simple demande prendre en charge la fourniture de la bâche de protection dans la limite maximum d'une par an
- Ils sont accessibles pour un enlèvement avec un véhicule adapté (le volume minimum par enlèvement est de 100 pneus minimum).

L'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE, sous réserve d'un accord des deux parties, peuvent décider de l'aménagement de ce seuil au regard d'un contexte local qui justifierait cet aménagement.

A minima, l'ECO-ORGANISME REFERENT, dans le cadre de son obligation de mise à disposition d'équipements de protection individuelle met à disposition une paire de gants et par an pour chaque agent chargé de la Collecte séparée de la COLLECTIVITE.

Les conditions de cette mise à disposition sans frais de contenants et équipements de protection individuelle figurent en Annexe 1.

La COLLECTIVITE peut demander un enlèvement à partir d'une quantité de 100 pneus. La COLLECTIVITE fait une demande d'enlèvement auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

#### **3.2. Conditions de collecte par L'ECO-ORGANISME REFERENT**

L'ECO-ORGANISME REFERENT enlève les pneus collectés séparément par la COLLECTIVITE dans un délai maximum de 11 jours ouvrés lorsque la COLLECTIVITE respecte les conditions de collecte figurant en Annexe 2. L'ECO-ORGANISME REFERENT et LA COLLECTIVITE peuvent convenir ensemble de la fréquence et d'une programmation plus fines des enlèvements dans le respect de cette échéance.

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à ce que toutes les modalités contractuelles soient appliquées par son prestataire de collecte.

Dans le cas où le prestataire de collecte mandaté par l'ECO-ORGANISME REFERENT ne respecterait pas les engagements énoncés au contrat, et notamment les délais d'enlèvement séparé, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer l'enlèvement demandé au plus tard dans les 7 jours ouvrés après sa saisine.

En cas d'impossibilité à réaliser l'enlèvement dans les 7 jours ouvrés, l'ECO-ORGANISME REFERENT fait appel ponctuellement à un autre éco-organisme pour assurer l'enlèvement.

Dans le cas où la COLLECTIVITE ne respecte pas les conditions de la collecte rendant impropres les déchets de pneumatiques à leur traitement, l'opérateur de collecte en informe l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE. La COLLECTIVITE, le prestataire de service et l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engagent à trouver une solution (cf. article 9).

### **3.3. Reprise des déchets de pneumatiques en cas de catastrophes naturelles ou accidentelles**

A la demande de la COLLECTIVITE, dans la limite de 5 % des contributions financières annuelles versées par ses adhérents, l'ECO-ORGANISME REFERENT reprend sans frais l'ensemble des déchets de pneumatiques, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, qui ont fait l'objet d'une collecte séparée suite à une catastrophe naturelle ou accidentelle pour autant qu'ils n'aient pas été contaminés par des substances chimiques ou radioactives.

### **3.4. Prise en charge des Déchets de pneumatiques abandonnés**

Dans les conditions des articles R 541-113 à R 541-115 du Code de l'environnement, l'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge les opérations de gestion des déchets relatives à la résorption d'un dépôt illégal comportant des déchets de pneumatiques.

La COLLECTIVITE s'engage à faire intervenir l'ECO-ORGANISME REFERENT partie au contrat pour résorber un dépôt illégal de déchet de pneumatiques. Elle contacte l'ECO-ORGANISME REFERENT pour préciser les quantités concernées et la présence d'autres déchets dans le dépôt illégal. En fonction de la situation, l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE établissent un protocole afin de déterminer les modalités d'enlèvement.

Conformément à l'article R 541-113 du code de l'environnement, une collectivité peut décider de pourvoir elle-même à la résorption du dépôt de déchets. Elle le fait alors en respectant la procédure décrite par cet article. Les parties conviennent toutefois qu'un traitement géré en direct entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT sera plus efficient et moins lourd à mettre en œuvre que la procédure décrite dans cet article et décident de privilégier autant que possible cette solution directe.

### **3.5. Contribution à la prise en charge des coûts des opérations de collecte**

Conformément à l'article 3.4 de l'annexe I du cahier des charges des éco-organismes de la filière à responsabilité élargie producteur des pneumatiques, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à verser les soutiens dus à la COLLECTIVITE sur la base du barème de soutien versé en Annexe 3 du présent contrat.

Les modalités de versement des soutiens sont précisées à l'article 3.6 du présent contrat.

### **3.6. Modalités de versement des soutiens**

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à liquider et verser annuellement les soutiens financiers dus à la COLLECTIVITE conformément à l'Annexe 3 et aux dispositions du présent article.

Les soutiens financiers qui peuvent être liquidés et versés par l'ECO-ORGANISME REFERENT le sont par période annuelle échue.

Avant le terme du premier trimestre de l'année N+1, l'ECO-ORGANISME REFERENT met à disposition de la COLLECTIVITE un état des opérations effectuées au cours de l'année N. Cet état comprend les tonnages de pneumatiques enlevés pour le compte de la COLLECTIVITE, ainsi que le calcul et le montant du soutien financier correspondant.

En fonction des éléments figurant sur l'état mentionné ci-dessus, la COLLECTIVITE peut émettre un titre de recettes dès la liquidation afin que les services du Trésor public établissent l'avis de recouvrement.

Les titres de recette sont adressés à l'ECO-ORGANISME REFERENT via le portail *Chorus Pro*.

Les soutiens liquidés sont versés par l'ECO-ORGANISME REFERENT désigné dans un délai de 30 jours calendaires à réception de l'avis de recouvrement et sont conformes à l'état communiqué par l'ECO-ORGANISME.

En cas de désaccord de la COLLECTIVITE sur les éléments de l'état remis par l'ECO-ORGANISME REFERENT, les deux parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges prévues à l'article 12 du présent contrat. Jusqu'au règlement du litige, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés.

Le paiement des soutiens par l'ECO-ORGANISME REFERENT est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'ECO-ORGANISME pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la COLLECTIVITE sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information mis en place par l'organisme coordonnateur.

### **3.7. Formation sans frais des agents de la COLLECTIVITE**

A la demande de la COLLECTIVITE, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à proposer gratuitement des outils destinés à la formation sans frais des agents de la COLLECTIVITE chargés de la collecte séparée.

## **ARTICLE - 4. Engagements de la COLLECTIVITE vis-à-vis de L'ECO-ORGANISME REFERENT**

La COLLECTIVITE s'engage tant pour son nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses collectivités membres à prendre les engagements ci-après énoncés.

La COLLECTIVITE s'engage à déclarer les points d'enlèvement et les demandes d'enlèvement à l'aide du système d'information de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

La COLLECTIVITE reconnaît et accepte que l'enlèvement soit réalisé par un prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT. La COLLECTIVITE prend les mesures nécessaires afin que le prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT puisse accéder au point d'enlèvement lorsqu'il vient prendre les pneumatiques. La COLLECTIVITE s'assure que son propre

prestataire donne libre accès au prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

#### **4.1. Garantir les conditions de mise à disposition de la Collecte séparée**

Il appartient à la COLLECTIVITE de déclarer une déchèterie et tout autre point d'enlèvement (ateliers techniques par exemple) dans les conditions de l'article 3.2.

La COLLECTIVITE reconnaît être informée des conditions d'enlèvement qu'elle accepte et reconnaît que l'ECO-ORGANISME REFERENT puisse refuser de faire enlever sa collecte séparée si après échange entre les deux parties du présent Contrat et mise en place de mesures correctives elle ne respecte toujours pas les conditions visées en Annexe 2.

#### **4.2. Dispositions relatives à la collecte séparée**

La COLLECTIVITE s'engage à respecter les conditions de mise à disposition des contenants et/ou la mise en place d'un lieu de stockage approprié afin de protéger des intempéries les déchets de pneumatiques et veille à éviter les incidents susceptibles de perturber l'organisation de l'enlèvement comme :

- L'impossibilité d'accéder au point d'enlèvement,
- La dégradation anormale ou le vol des contenants mis à disposition ou l'utilisation des contenants à d'autres usages que la collecte des déchets de pneumatiques,
- La dégradation des Déchets de pneumatiques et le non-respect des conditions de collecte ci-annexées,
- Une quantité de déchets de pneumatiques inférieure au seuil de collecte de l'ECO-ORGANISME REFERENT précisés à l'annexe 1,
- La présence de tout autre déchet dans les contenants,
- Les contenants ne sont pas la propriété de la COLLECTIVITE ; elle veille à leur utilisation dans de bonnes conditions et devra les restituer en fin de contrat selon les conditions de l'Annexe 1. L'ECO-ORGANISME REFERENT organisera les changements de contenants.

#### **4.3. Dispositions particulières aux déchets de pneumatiques jantés pour les véhicules légers**

La COLLECTIVITE met en place un stockage séparé, voire sur un lieu distinct, des pneumatiques jantés. En cas de stockage sur un lieu distinct, la COLLECTIVITE le déclarera à l'ECO-ORGANISME REFERENT.

Si la collecte des pneus jantés se fait sur un lieu distinct, l'opérateur de collecte doit venir collecter dans les mêmes conditions qu'une collecte en déchèterie.

Lors de l'enlèvement du contenant de collecte, les pneus jantés sont enlevés à la main. L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à ce que son prestataire collecteur prenne tous les déchets disponibles à la collecte (y compris pneus non jantés et autres pneus).

#### **4.4. Dispositions particulières aux autres déchets de pneumatiques non issus des ménages (type pneus poids lourd/pneus agricoles/tous les pneumatiques en provenance d'un site destiné aux professionnels)**

Ces derniers devront être isolés et faire l'objet d'une demande d'enlèvement spécifique auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT. Les conditions de l'enlèvement de ces déchets feront l'objet d'un accord spécifique entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT. Ce type de pneus étant repris auprès de professionnels éligibles à la collecte gratuite par les éco-organismes, il est demandé aux collectivités de ne pas accepter de collecter ce type de déchets de pneumatiques.

En priorité, la COLLECTIVITE oriente ces usagers non ménagers vers les points de reprise professionnels. L'ECO-ORGANISME REFERENT fournira à la COLLECTIVITE une liste des points de reprise de ces pneus sur simple demande.

#### **Audits et contrôles effectués par l'ECO-ORGANISME REFERENT**

L'ECO-ORGANISME REFERENT ou son représentant effectueront sur tous les points d'enlèvement de la COLLECTIVITE des contrôles programmés après validation par la COLLECTIVITE.

A leur issue, un rapport sera remis à la COLLECTIVITE sous forme de synthèse récapitulative (fiche de visite) établie de manière contradictoire via le portail de l'ECO-ORGANISME REFERENT. Ce dispositif est susceptible d'évoluer en cours de contrat.

Dans tous les cas, la COLLECTIVITE a l'obligation de permettre l'accès à l'ECO-ORGANISME REFERENT ou son représentant à l'ensemble de ses déchèteries, points d'enlèvement mobiles, installations, documents de gestion et d'activité relatifs à la collecte des déchets de pneumatiques usagés.

Suite à ces contrôles, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la COLLECTIVITÉ de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La COLLECTIVITÉ peut demander à être entendue par l'ECO-ORGANISME REFERENT, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la COLLECTIVITÉ accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'ECO-ORGANISME REFERENT peut suspendre les enlèvements jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté.

#### **ARTICLE - 5. Régime des responsabilités**

Les Déchets de pneumatiques issus de la collecte séparée sont sous la seule responsabilité de la COLLECTIVITE jusqu'au chargement dans le véhicule de transport par le prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT assurant leur enlèvement au point indiqué par la COLLECTIVITE.

Les déchets de pneumatiques sont sous la garde de l'ECO-ORGANISME REFERENT à compter de la signature du bordereau d'enlèvement par la COLLECTIVITE, dès la sortie du lieu d'enlèvement.

## **ARTICLE - 6. Recours à des tiers**

La COLLECTIVITE reconnaît et accepte que l'ECO-ORGANISME REFERENT pour l'exécution du Contrat fasse appel à un réseau de prestataires.

En cas de recours à un tiers (par exemple son opérateur de déchèterie), la COLLECTIVITE s'engage à faire respecter les clauses de ce contrat par ses prestataires.

La COLLECTIVITE accepte l'intervention de tiers pour le compte de l'ECO-ORGANISME REFERENT qui s'engage à faire respecter les clauses du présent Contrat par ses prestataires.

## **ARTICLE - 7. Prise d'effet, durée et validité du Contrat**

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2029. Le contrat ne peut être renouvelé tacitement après son terme.

Le présent contrat peut prendre automatiquement fin avant son terme dans les conditions ci-après mentionnées

- En cas de retrait ou de suspension de l'agrément de l'ECO-ORGANISME REFERENT ou de l'organisme coordonnateur ;
- En cas de défaillance de l'ECO-ORGANISME REFERENT ;
- En cas de transfert de la compétence de collecte des déchets à une autre COLLECTIVITE.

Les conditions de poursuite d'activité sont précisées à l'article 9 dudit contrat.

## **ARTICLE - 8. Modification du Contrat**

Le présent contrat peut être modifié en cas de changement des obligations réglementaires de l'ECO-ORGANISME REFERENT. La COLLECTIVITE sera informée de ces modifications par notification ; elles entreront en vigueur un mois après réception de la notification par la COLLECTIVITE.

## **ARTICLE - 9. Suspension et résiliation et transfert du contrat**

**9.1.** L'inexécution partielle ou totale par l'une ou l'autre des parties, de l'une de ses obligations contractuelles peut entraîner, conformément à l'article 1229 du Code civil, selon son stade d'exécution, la résiliation ou la résolution du contrat.

Seuls les manquements graves justifiés pour les parties ou les tiers chargés de l'exécution des prestations, dans le sens de l'application de la force majeure, peuvent donner lieu à une procédure de résiliation sans procédure contradictoire.

La résiliation ou la résolution interviendra un (1) mois après une mise en demeure, précisant

le manquement allégué, par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sans préjudice du paiement d'éventuelles pénalités et indemnités en réparation du préjudice.

**9.2.** Par ailleurs, le contrat pourra être résilié, à tout moment de son exécution et sans qu'aucune indemnité ni engagement ne soit dû, dans les cas suivants :

- En application de l'article 10 : en cas d'évènement de force majeure dont les conséquences s'étalent sur une durée excédant trois (3) mois à compter de sa survenance.
- En cas de mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire de l'ECO-ORGANISME REFERENT, sous réserve que les conditions prévues aux articles L 622-13 et L 641-11-1 du code de commerce soient remplies.
- En cas de décision administrative ou juridictionnelle retirant, annulant ou suspendant les autorisations au titre de la réglementation ICPE ou toutes autres autorisations que doivent avoir les parties et prestataires de l'ECO-ORGANISME REFERENT pour assurer la collecte séparée des déchets de pneumatiques et le stockage de celle-ci en attendant la collecte par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

**9.3.** En cas de retrait de l'agrément pour quelque raison que ce soit, l'organisme coordonnateur désignera un autre ECO-ORGANISME REFERENT reprenant le contrat. Afin de faciliter les opérations de transferts, les éco-organismes signeront tous les contrats type ; seul l'ECO-ORGANISME REFERENT désigné par l'organisme coordonnateur mettra à exécution les dispositions du contrat, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engageant à informer la COLLECTIVITE dans les plus brefs délais.

**9.4.** En cas de suspension de l'agrément, le contrat sera suspendu autant que dure cette suspension, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engageant à informer la COLLECTIVITE dans les plus brefs délais. Les dispositions relatives au transfert d'éco-organisme et de rôle de l'organisme coordonnateur décrite au 9.3 s'appliquent dans ce cas.

**9.5.** Chaque Partie peut à tout moment résilier unilatéralement son contrat avec un préavis minimum de trois (3) mois sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. Cette résiliation donne lieu à la reprise sans frais des matériels mis à disposition par l'ECO-ORGANISME REFERENT pour la bonne exécution du contrat.

**9.6.** Dans les cas de résiliation et suspension du contrat visés aux articles 9.3 et 9.4, la COLLECTIVITE prend immédiatement contact avec l'organisme coordonnateur afin de permettre la continuité du service.

**9.7.** La COLLECTIVITE déclare renoncer à faire supporter à l'ECO-ORGANISME REFERENT toute conséquence financière pour pallier le retrait ou la suspension d'agrément de l'ECO-ORGANISME. En outre, la COLLECTIVITE renonce à formuler une quelconque demande d'indemnité auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

## **ARTICLE - 10. Force majeure**

Sera considéré comme un cas de force majeure, tout fait ou circonstance échappant au contrôle de l'une ou l'autre des parties, imprévisible ou si prévisible, alors inévitable malgré tous les efforts raisonnables possibles.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure : épidémie, pandémie, guerre,

émeute ou révolution, catastrophes naturelles, incendies, explosions, restrictions gouvernementales, arrêt de la collecte séparée et collecte résultant d'un incendie ou d'une injonction de l'administration dans le cas où les parties n'aient pas été négligentes.

Est notamment exclu des cas de force majeure tout événement n'en ayant pas les caractéristiques légales ou jurisprudentielles.

Aucune des parties ne sera responsable et ne sera réputée avoir manqué à ses obligations, si ce manquement est dû à un événement de force majeure.

La partie empêchée du fait de la survenance d'un tel événement en informera l'autre partie par tout moyen écrit (télécopie, courriel) et confirmé par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de dix (10) jours à compter de la survenance dudit événement, en indiquant :

- La description de l'évènement à l'origine de la mise en jeu de la présente clause,
- Les conséquences prévisibles de cet événement sur l'exécution des obligations contractuelles,
- Les mesures que la partie touchée entend prendre, à ses frais, pour y mettre fin dans les plus courts délais,
- La durée probable de la suspension de l'exécution de ses obligations.

La force majeure suspend pour les parties l'exécution des obligations réciproques concernées.

La partie empêchée ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement ou d'un retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Toutefois, la partie qui invoque la force majeure fera tous ses meilleurs efforts pour minimiser ses effets sur la bonne exécution du présent contrat.

Si l'évènement de force majeure se prolonge au-delà d'une durée de six (6) mois à compter de la survenance de l'évènement, chaque partie pourra :

- Soit déterminer les mesures à prendre pendant la suspension en accord avec l'autre partie,
- Soit résilier ou résoudre le présent contrat conformément aux dispositions de l'article 9.

En cas de résiliation en application des dispositions de l'alinéa précédent, chacune des parties renonce à tout recours envers l'autre, notamment en dommages et intérêts.

#### **ARTICLE - 11. Élection de domicile – Notifications – Communications écrites**

Pour l'exécution du contrat, les parties font élection de domicile aux adresses respectives mentionnées en-tête des présentes.

## **ARTICLE - 12. Litige et loi applicable**

Le contrat est régi par la loi française.

Dans le cas d'un litige entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT concernant l'exécution du contrat, les parties pourront saisir l'avis d'un comité composé des représentants nationaux des collectivités locales et des représentants de tous les éco-organismes agréés.

En cas de survenance d'un différend entre les parties, insusceptible d'une résolution à l'amiable, les parties conviennent que le différend sera soumis aux tribunaux compétents auxquels les parties font attribution de juridiction expresse et exclusive, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, et même dans le cadre de procédures d'urgence ou conservatoires, en référé ou par voie de requête.

## **ARTICLE - 13. Conditions relatives à la contractualisation**

**13.1** Procédure d'élaboration du contrat pour une collectivité dont une déchèterie ou un point d'enlèvement est déjà pris en charge par l'un des éco-organismes agréés.

Chaque éco-organisme adresse aux exécutifs des collectivités dont il a déjà la charge d'une déchèterie ou d'un point d'enlèvement un courrier postal l'informant de l'existence du contrat type pré-signé par les 3 éco-organismes. Ce courrier précise le lien de téléchargement du contrat pré-signé.

La personne habilitée de la COLLECTIVITE signe le contrat avec tous les éco-organismes agréés et l'adresse en retour, via le système d'information dédié à la gestion du contrat type, à l'ECO-ORGANISME REFERENT qui le lui a envoyé.

La conclusion du contrat est formalisée par la signature originale d'une version imprimée du contrat qui fait l'objet d'une numérisation et d'un téléchargement sur le système d'information dédié à la gestion du contrat type.

Le téléchargement du contrat type signé s'accompagne de la communication par la COLLECTIVITE des informations précisées au 13.3.

Si l'ensemble des rubriques du Système d'information de l'ECO-ORGANISME REFERENT est correctement renseigné, l'ECO-ORGANISME REFERENT informe la COLLECTIVITE de la date de prise d'effet du contrat.

**13.2** Procédure d'élaboration du contrat pour une collectivité non encore collectée par un éco-organisme.

Pour répondre à l'obligation de l'article R541-106 du code de l'environnement - *"tout éco-organisme est tenu de contracter, sur l'ensemble du territoire national, avec toute personne qui en fait la demande, dès lors qu'elle accepte les clauses du contrat type établi en application de l'article R. 541-104 ou de l'article R. 541-105"*, - chaque éco-organisme prévoit sur son site internet l'information de l'existence du contrat type et invite la COLLECTIVITE à saisir l'organisme coordonnateur à l'adresse [contact@cccp-asso.fr](mailto:contact@cccp-asso.fr) pour que lui soit communiqué le contrat type pour la collecte des pneumatiques usagés et la désignation d'un ECO-ORGANISME REFERENT qui lui proposera la signature du contrat.

### **13.3 Informations administratives de la COLLECTIVITE**

Les informations administratives suivantes sont transmises par la COLLECTIVITE à l'ECO-ORGANISME REFERENT en même temps que la version numérisée du contrat signée.

- Les données générales de la COLLECTIVITE : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, contact de courrier électronique.
- Le périmètre contractuel de la COLLECTIVITE identifié aux conditions particulières du contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de collecte dans le périmètre du contrat ;
- La liste des déchèteries concernées par le contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires d'ouverture ;
- Les contacts de la COLLECTIVITE pour la mise en œuvre du contrat, et a minima le signataire du contrat, le référent administratif et le ou les référents techniques du compte de la COLLECTIVITE.

La COLLECTIVITE s'engage à informer l'ECO-ORGANISME REFERENT, lorsqu'elles surviennent, de toutes les mises à jour nécessaires des données ci-dessus énoncées.

#### **ARTICLE - 14. Politique relative à la gestion des données personnelles**

Les données personnelles des détenteurs seront enregistrées dans un fichier informatisé.

La finalité du traitement concerne la collecte des déchets de pneumatiques de leur point de détention vers une installation de tri et leur traçabilité dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les données collectées ne seront pas communiquées à des tiers, sauf sur demande du ministère de l'environnement ou de toute autre instance gouvernementale et, seront conservées pendant 5 ans.

L'ECO-ORGANISME s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à titre d'obligation de moyen pour assurer la sécurité et la confidentialité des données.

Chaque demandeur à l'enregistrement et toute personne dont les données personnelles sont recueillies par le présent formulaire et documents joints pourront accéder aux données les concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer leur droit à la limitation du traitement de leurs données et pourront également retirer à tout moment leur consentement au traitement de leurs données et s'y opposer.

Pour exercer lesdits droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, vous pouvez envoyer un mail à l'une des adresses suivantes : [contact@eo-frp.com](mailto:contact@eo-frp.com) ou [contact@tyval.eco](mailto:contact@tyval.eco) ou [contact@aliapur.fr](mailto:contact@aliapur.fr)

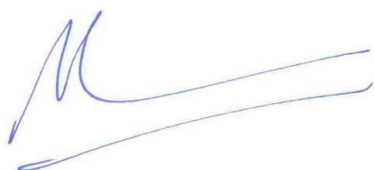
Le .....

Indiquer la date de signature par la COLLECTIVITE

**Pour la COLLECTIVITE**

Indiquer le nom de la collectivité ou de l'EPCI et le nom et qualité du signataire


**Pour ALIAPUR, le directeur général, Hervé Domas**



**Pour France Recyclage Pneumatiques, le Président, Bruno Mazzacurati**



**Pour TYVAL, le directeur général, Laurent Houvenaghel**



<b>Liste des Annexes</b>
--------------------------

**Annexe 1** : Conditions de mise à disposition de contenants et équipements de protection individuels

**Annexe 2** : Conditions générales d'enlèvement des déchets de pneumatiques

**Annexe 3** : Soutiens versés aux collectivités locales

## Annexe 1

### Conditions générales de mise à disposition de contenant et équipements de protection individuels

L'ECO-ORGANISME REFERENT met à disposition selon les conditions générales de mise à disposition suivantes (ci-après les « Conditions générales »), un ou des contenants et des équipements de protection individuelle, limités à une paire de gants par agent et par an, à la demande de la COLLECTIVITE (ci-après le « Matériel ») à l'usage exclusif de la COLLECTIVITE en vue de la collecte de déchets de pneumatiques.

Les présentes Conditions générales s'appliquent que la mise à disposition à titre gratuit. L'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE sont désignés séparément par la « partie » ou ensemble les « parties ».

#### **1 - Obligations de l'ECO-ORGANISME**

L'ECO-ORGANISME REFERENT livre à titre gratuit le matériel dans les lieux de collecte séparée ou peut mettre en place une reprise mobile gérée par la COLLECTIVITE dans les conditions énoncées à l'article 3. Le choix de la taille du Contenant reste à la discrétion de l'ECO-ORGANISME REFERENT mais doit être compatible avec l'organisation du point d'enlèvement et permettre une collecte efficace par la COLLECTIVITE.

L'ECO-ORGANISME REFERENT devra livrer le matériel conforme à son usage et en assurera sa maintenance. En cas de défaut du matériel livré, la COLLECTIVITE en informe l'éco-organisme et l'éco-organisme s'engage à résoudre le problème sous sept (7) jours calendaires.

L'ECO-ORGANISME REFERENT garantit à la COLLECTIVITE territoriale une jouissance paisible du matériel.

#### **2 - Obligations de la COLLECTIVITE**

La COLLECTIVITE s'engage à prendre livraison du matériel dans l'état où il se trouve au moment de la livraison. La COLLECTIVITE s'interdit, s'il y a lieu, pendant toute la durée de la mise à disposition, d'apporter une quelconque modification au matériel. Sauf autorisation expresse et préalable de l'ECO-ORGANISME

REFERENT, il est interdit à la COLLECTIVITE de faire un usage du matériel autre que celui destiné à stocker les déchets de pneumatiques résultant de sa collecte séparée et d'affecter le matériel à d'autres lieux, sous peine de résiliation anticipée de sa mise à disposition par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

La COLLECTIVITE s'engage à respecter les conditions de collecte de l'ECO-ORGANISME REFERENT ce dont une copie a été remise à la COLLECTIVITE.

La COLLECTIVITE s'interdit de céder le contrat de mise à disposition ou le matériel, de le sous-louer, ou le donner en gage, sans que cette liste ne soit exhaustive. La COLLECTIVITE s'engage à supporter seule toutes les dépenses nécessaires afin de maintenir le matériel en état d'usage et dans l'état où il se trouvait au moment de la livraison.

#### **3 - Garde et conservation du matériel**

La COLLECTIVITE a la garde exclusive du matériel pendant toute la durée de sa mise à disposition et doit en assurer sa conservation. Le transfert des risques s'opère au moment de la livraison par la signature du PV d'installation / livraison du matériel.

La COLLECTIVITE sera tenue responsable de toute détérioration autre que celle issue d'un usage normal ou vétusté et procédera, à ses frais, à toute remise en état au moment de la restitution à la fin de la mise à disposition.

La COLLECTIVITE sera tenue de la perte ou destruction partielle du matériel mis à disposition, non causée par un défaut affectant ledit matériel dans les conditions de l'article 1891 du Code civil, et même si cette perte relève d'un cas fortuit ou force majeure et s'acquittera envers l'ECO-ORGANISME REFERENT d'une indemnité compensatrice et forfaitaire fixée, d'un commun accord entre les parties, à la valeur nette comptable du matériel. Si le matériel se détériore par son seul usage, sans aucune faute de la COLLECTIVITE, cette dernière ne sera pas tenue responsable de cette détérioration.

La COLLECTIVITE autorise et s'engage à laisser intervenir un éventuel tiers dûment autorisé par l'ECO-ORGANISME REFERENT pour exercer un contrôle ou une maintenance sur le matériel. Toutes les réparations que ferait la collectivité par elle-même ne seront pas remboursées par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

#### **4 - Obligation de sécurité**

La COLLECTIVITE assurera la sécurité de son personnel ainsi que la sécurité du site où est situé le matériel par tous moyens afin d'éviter tout dommage, détérioration du matériel de collecte. L'ECO-ORGANISME REFERENT ne peut être tenu en aucun cas responsable d'un dommage corporel ou matériel résultant de la présence ou de l'utilisation du matériel (hors utilisation par l'opérateur de collecte). Il est remis au collecteur une protocole de sécurité pour toute intervention sur le site de la COLLECTIVITE.

#### **5 - Assurances**

La COLLECTIVITE s'engage à vérifier que les assurances dont elle dispose (si elle n'est pas son propre assureur) couvrent les éventuels dommages que pourraient subir les contenants mis à disposition ainsi que sa responsabilité civile envers tous tiers.

#### **6 - Durée de la mise à disposition**

Le contrat de mise à disposition du matériel est conclu pour la durée d'usage du matériel par la COLLECTIVITE sauf application des cas de

résiliation anticipée ci-après.

#### **7 - Responsabilité – Résiliation**

Le contrat peut être résilié par l'une des parties en cas de non-respect par l'autre partie de l'une quelconque de ses obligations visées aux conditions générales, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception à la partie défaillante, restée infructueuse pendant un (1) mois.

#### **8 - Restitution du matériel**

En cas de résiliation anticipée de la mise à disposition ou au terme de l'usage du matériel par la COLLECTIVITE, le matériel devra être restitué à l'ECO-ORGANISME REFERENT. Un procès-verbal de restitution sur l'état du matériel sera dressé contradictoirement entre les Parties à la date de restitution. L'ECO-ORGANISME REFERENT se réserve le droit de facturer les éventuels frais de remise en état et de facturer tout ou partie du matériel non restitué du coût desdits frais ou coûts d'acquisition du matériel. Cette clause ne concerne ni les EPI (gants), ni les bâches.

#### **9 - Dispositions générales**

Le contrat de mise à disposition du matériel est formé dès la signature des présentes conditions générales par la COLLECTIVITE ou dès la signature de tout autre contrat entre l'ECO-ORGANISME et celle-ci incluant une mise à disposition du matériel par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

## Annexe 2

### Conditions Générales d'enlèvement des déchets de pneumatiques

L'ECO-ORGANISME REFERENT a été agréé par arrêté du Ministre de la transition écologique en date du 27 décembre 2023 en qualité d'éco-organisme de la filière de la responsabilité élargie du producteur des pneumatiques pour répondre aux exigences et objectifs du cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 juin 2023.

Il a une mission d'intérêt général consistant en la collecte, le tri, le traitement, le recyclage, la valorisation des déchets de pneumatiques.

Afin d'assurer l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques sur le territoire national français, l'ECO-ORGANISME REFERENT fait appel à un réseau de prestataires collecteurs enregistrés auprès de lui (ci-après « collecteur ») ayant pour mission l'enlèvement auprès des collectivités (ci-après « détenteur »), des déchets de pneumatiques, leur regroupement, leur tri et leur transport jusqu'aux installations de traitement.

Le détenteur bénéficie d'une reprise de ses déchets de pneumatiques à titre gratuit par un collecteur enregistré auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT (ci-après « enlèvement ») pour autant que les déchets de pneumatiques en sa possession respectent les présentes conditions générales de collecte (ci-après « conditions générales de la collecte »).

#### **1. Nature des déchets de pneumatiques pouvant faire l'objet d'un enlèvement séparé :**

La nature des déchets de pneumatiques pouvant faire l'objet d'un enlèvement séparé est défini dans le corps du contrat.

#### **2. Remise des déchets de pneumatiques :**

Le détenteur s'engage à remettre au collecteur la totalité des pneumatiques usagés, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, qu'ils soient réutilisables ou non-réutilisables. Il n'appartient pas au détenteur d'effectuer un tri préalable sauf pour trier les pneus pouvant faire l'objet d'une collecte conformément aux articles 1 et 3.

Contrat type pour la gestion des déchets de pneumatiques auprès des collectivités locales & annexes I, II et III

En vertu de l'article R 543-138 du Code de l'environnement :

« Il est interdit :

1° D'abandonner, de déposer dans le milieu naturel ou de brûler à l'air libre des pneumatiques,

2° De réceptionner des déchets de pneumatiques dans les installations de stockage de déchets et dans les installations d'incinération sans valorisation énergétique de déchets,

3° De réceptionner des déchets de pneumatiques dans les exploitations agricoles ».

#### **3. Le rangement :**

Le Détenteur s'engage à mettre à disposition les déchets de pneumatiques séparés et par catégories de pneumatiques de la manière suivante :

- Véhicules légers et motos (catégorie : A et E) pneus déjantés ;
- Pneus jantés (catégorie : A) ;
- Autres pneus (PL, agraires...).

#### **4. Le stockage :**

Le Détenteur s'engage à prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour préserver le potentiel de réutilisation, recyclage et valorisation des déchets de pneumatiques stockés en attendant leur enlèvement séparé par un collecteur.

Les déchets de pneumatiques ne doivent pas être remplis d'eau et/ou de tout autre déchet souillant la nature du pneu (pierre / objet métallique / huile / hydrocarbure). Une bâche de protection sera fournie gracieusement par l'ECO-ORGANISME sur simple demande du détenteur, dans la limite maximum d'1 (une) par an.

## **L'accessibilité du lieu de stockage des déchets de pneumatiques :**

Le type du véhicule de collecte doit être adapté au lieu de collecte sur la déchèterie (haut de quai/bas de quai) et conforme aux règles de sécurité de la COLLECTIVITE.

Cette accessibilité garantit l'efficacité, la rapidité de l'enlèvement et assure la sécurité du collecteur.

## **5. L'Enlèvement :**

Il existe trois (3) types d'enlèvement séparé : un enlèvement séparé programmé, un enlèvement séparé manuel, un enlèvement séparé mécanisé en fonction du tonnage des déchets de pneumatiques à collecter.

Si un enlèvement séparé programmé n'a pas été mis en place, l'enlèvement se fera soit de manière manuelle ou mécanisée en fonction des quantités de déchets de pneumatiques à collecter en accord avec l'article 3.1 du présent contrat.

Dans tous les cas, le détenteur s'engage à respecter les personnels et matériels du collecteur.

Dans le cadre d'un enlèvement séparé manuel, le collecteur charge les pneus collectés par le détenteur dans son véhicule de transport.

L'ECO-ORGANISME REFERENT propose un contenant adapté permettant de bénéficier d'une collecte rapide tout en respectant les présentes conditions générales de la collecte. Dans ce cas, le détenteur est invité à se rapprocher de l'ECO- ORGANISME.

## **6. Traçabilité :**

Quel que soit le type d'enlèvement séparé (programmé, manuel, mécanisé), le détenteur doit saisir une demande d'enlèvement en ligne sur le site de l'ECO-ORGANISME REFERENT, Le détenteur atteste que l'enlèvement des déchets de pneumatiques sur son site a bien eu lieu par une signature dématérialisée d'un bon de collecte.

## **7. Difficulté :**

Dans le cas où le détenteur a connaissance que son stock de déchets de pneumatiques ne respecte pas les présentes conditions générales d'enlèvement, il en informe le collecteur afin de trouver une solution adaptée dans les plus brefs délais.

## **8. Politique relative à la gestion des données personnelles**

Les données personnelles des détenteurs seront enregistrées dans un fichier informatisé.

La finalité du traitement concerne la collecte des déchets de pneumatiques de leur point de détention vers une installation de tri et leur traçabilité dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les données collectées ne seront pas communiquées à des tiers, sauf dans les cas prévus par des dispositions législatives ou réglementaires et, seront conservées pendant 5 ans.

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à titre d'obligation de moyen pour assurer la sécurité et la confidentialité des données.

Chaque demandeur à l'enregistrement et toute personne dont les données personnelles sont recueillies par le présent formulaire et documents joints pourront accéder aux données les concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer leur droit à la limitation du traitement de leurs données et pourront également retirer à tout moment leur consentement au traitement de leurs données et s'y opposer.

Pour exercer lesdits droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, vous pouvez envoyer un mail à l'une des adresses suivantes : [contact@eo-frp.com](mailto:contact@eo-frp.com) ou [contact@tyval.eco](mailto:contact@tyval.eco) ou [contact@aliapur.fr](mailto:contact@aliapur.fr)

## Annexe 3

### BARÈME DE CONTRIBUTION À LA PRISE EN CHARGE DES COÛTS DES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE LA COLLECTIVITÉ

1- Le soutien à la prise en charge par l'éco-organisme référent des coûts des opérations de collecte de la COLLECTIVITE s'établit comme suit :

Libellé	Montant	Unité
Soutien variable à l'enlèvement séparé	10	€/tonne

2 - Conformément au paragraphe 3.4 de l'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes, le montant des soutiens financiers sera majoré pour les collectivités d'outre-mer.

3 - Les soutiens financiers à l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques, tels que détaillés ci-dessus, font l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la collecte et du traitement des déchets sur la durée du Contrat selon l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'Insee.

La méthode de calcul de la révision est une règle de trois.

*Nouveau montant = montant initial X IPC à la date de la revalorisation rapporté à l'IPC de base.*

Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2025.

4 - Conformément au courrier du directeur général de la protection des risques du 2 décembre 2024 notifiant l'agrément de l'organisme coordonnateur des éco-organismes de la filière pneumatique, "il conviendra, le cas échéant, de réviser le montant de ce soutien financier au regard des résultats de l'étude de l'Ademe sur les coûts de prise en charges des flux de déchets relevant des filières à REP en déchetterie dont la finalisation est prévue en 2025"

**DELIBERATION  
DU****COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>14</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Claude CAUET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>4</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>14</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-35**

**AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE SIGNER LE CONTRAT-TYPE POUR LA GESTION DES DÉCHETS DE PNEUMATIQUES AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et suivants,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles R.541-104, R.543-137 et suivants, Vu l'arrêté du 27 juin 2023 portant cahier des charges des éco-organismes de la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) de pneumatiques, Vu les arrêtés du mois de décembre 2023 agréant trois éco-organismes,

Vu l'arrêté interministériel du 2 décembre 2024 agréant le Comité Coordonnateur pour la Collecte des Pneumatiques,

Vu l'avis favorable de la Commission inter-filière des REP en date du 4 juillet 2024,

Considérant que la collectivité a mis en place une collecte séparée des déchets de pneumatiques usagés via ses déchèteries ou autres dispositifs de collecte,

Considérant que l'Eco-organisme référent prend en charge l'enlèvement, le tri, le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets de pneumatiques collectés par la collectivité,

Considérant que le contrat proposé définit les conditions dans lesquelles l'Eco-organisme référent assure, sans frais pour la collectivité, la mise à disposition de contenants et d'équipements de protection, ainsi que la prise en charge des opérations de collecte,

Considérant que ce contrat annule et remplace tout document contractuel antérieur liant les parties pour le même objet,

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,  
Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

**APPROUVE** le contrat entre l'Eco-organisme référent, désigné comme éco-organisme référent de la filière REP des pneumatiques, et la collectivité, relatif à la prise en charge des déchets de pneumatiques collectés par la collectivité.

**AUTORISE** le Président à signer le contrat avec l'Eco-organisme référent, ainsi que tout document y afférent nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 05/12/2025

Qualité : Président

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'TRAITEMENT DES PNEUMATIQUES' at the top, 'Le Président' in the center, and 'SYNDICAT NATIONAL DES PNEU' at the bottom. The signature is written over the stamp and extends to the right.

*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*

**DELIBERATION  
DU  
COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>14</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Claude CAUET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>4</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>14</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-36**

**PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES - CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES**

Monsieur le Président rappelle que les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

- les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement. Le détail des motifs est précisé dans le tableau ci-dessous.

- les créances éteintes. On constate l'extinction de ces créances, définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou de sociétés titulaires de marchés publics. Ces créances sont annulées par décision judiciaire (clôture insuffisante d'actif, règlement judiciaire, surendettement décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la ville et la trésorerie ne pourront plus tenter d'action de recouvrement. Le détail des motifs est précisé dans le tableau en annexe.



## Le comptable du Trésor a présenté les admissions en non-valeur suivantes :

Nature Juridique	Commune	Exercice pièce	Référence de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Société	Taverny	2022	T-229	SYDNEY	161,1	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2021	T-162	BRASSERIE DE LA MAIRI	430,29	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2025	T-144	BRASSERIE DE LA MAIRI	981	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2022	T-452	SOCIETE VENTANA	1440	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2024	T-196	SOCIETE VENTANA	1440	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2022	T-134	BRASSERIE DE LA MAIRI	1584	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2022	T-439	BRASSERIE DE LA MAIRI	1584	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2024	T-181	BRASSERIE DE LA MAIRI	1584	Poursuite sans effet
Société	Taverny	2025	T-159	SOCIETE VENTANA	1740	Poursuite sans effet
				<b>TOTAL</b>	<b>10944.39</b>	

## Le comptable du Trésor a présenté les créances éteintes suivantes :

Nature Juridique	Commune	Exercice pièce	Référence de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Société	Pierrelaye	2021	T-111	DGM AUTOS	100,8	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2018	T-325	DGM AUTOS RENAULT MIN	120	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2019	T-347	DGM AUTOS RENAULT MIN	120	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2022	T-171	DGM AUTOS	120	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2022	T-410	DGM AUTOS	120	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2024	T-134	DGM AUTOS	120	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Pierrelaye	2025	T-196	DGM AUTOS	145	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Herblay	2022	T-349	AALJBN GESTION CARREF	1440	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Herblay	2022	T-94	AALJBN GESTION CARREF	1440	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Société	Beauchamp	2022	T-327	HCCP	1440	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
				<b>TOTAL</b>	<b>5165.80</b>	

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1617-5,

Vu l'instruction comptable et budgétaire M.57,

Vu la demande d'admission en non-valeur transmise par le comptable public,

Considérant qu'il s'agit de recettes qui n'ont pu être recouvrées malgré des poursuites qui se sont avérées infructueuses,

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

Envoyé en préfecture le 05/12/2025

Reçu en préfecture le 05/12/2025

Publié le

ID : 095-259501211-20251203-2025\_36-DE



**ADMET** que les créances présentées sont irrécouvrables malgré les procédures intentées par le comptable public,

**ACCEPTE** que la somme de 10944.39 € soit admise en non-valeur au compte 6541,

**ACCEPTE** que la somme de 5165.80 € soit admise en créances éteintes au compte 6542,

**PRECISE** que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025 – Chapitre 65.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR  
Date : 05/12/2025  
Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*

**DELIBERATION  
DU****COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>14</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Claude CAUET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>4</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>14</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-37**

**EXECUTION BUDGET 2026 AVANT LE VOTE DU BUDGET : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET  
MANDATEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1612 – 1,

Considérant que jusqu'à l'adoption du Budget Primitif 2026, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

**AUTORISE Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses ci-après, avant le vote du Budget Primitif de l'année 2026,**

Affectation des crédits	Montant
20 – Immobilisations incorporelles	141 286,01 €
21 – Immobilisations corporelles	283 272,22 €

Les montants correspondent au quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

**DIT** que les montants correspondants seront inscrits au Budget de l'exercice,

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget, chapitre 21 : Autres immobilisations corporelles et chapitre 20 : immobilisations incorporelles.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 05/12/2025

Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*



**DELIBERATION  
DU  
COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>13</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>5</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>13</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Claude CAUET, Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-38**

**AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT À DEMANDER LE VERSEMENT ANTICIPÉ DES CONTRIBUTIONS BUDGÉTAIRES 2026 DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VALPARISIS, DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SAUSSERON IMPRESSIONNISTES, ET DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE DE L'OISE ET DES 3 FORÊTS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-13, L.2332-2, L.5212-19, L.5212-20, L.5212-21, L.5711-1,

Vu la délibération n°2025-07 du Comité Syndical du 26 mars 2025 adoptant le Budget Primitif 2025,

Vu la délibération n°2025-08 du Comité Syndical du 26 mars 2025 fixant notamment le montant des contributions budgétaires 2023 de la Communauté de Communes du Sausseron Impressionnistes, de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts et de la Communauté d'Agglomération ValParisis,

Vu la délibération n°2015/06/06-ter du 25 juin 2015 de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts de percevoir la TEOM en lieu et place du Syndicat mixte TRI-ACTION,

Considérant que les contributions budgétaires ont un caractère obligatoire pour les communes ou communautés adhérentes,

Considérant que les besoins mensuels de trésorerie du Syndicat ne permettent pas d'attendre le vote du Budget Primitif et la fixation du montant définitif des contributions de l'exercice 2026, qui doit intervenir au plus tard le 30 avril 2026,

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

## LE COMITE SYNDICAL

**Article 1er :** le Syndicat TRI-ACTION est autorisé à demander le versement anticipé des contributions budgétaires de la Communauté d'Agglomération ValParis, de la Communauté de Communes du Sausseron Impressionnistes et, de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts pour la période de janvier à mars 2026 inclus.

**Article 2 :** En attendant de connaître le montant définitif des contributions 2026, issu du vote du Budget Primitif, l'émission des titres mensuels se fera sur la base des mêmes montants que ceux demandés au titre des contributions de l'exercice 2025.

	Communes	Montant contribution budgétaire 2025
<b>Communauté de Communes Sausseron Impressionnistes</b>	Auvers-sur-Oise	903 603,60 €
	<b>TOTAL</b>	<b>903 603,60 €</b>
<b>Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des trois Forêts</b>	Méry-sur-Oise	1 100 106,25 €
	<b>TOTAL</b>	<b>1 100 106,25 €</b>
<b>Communauté d'Agglomération Val Paris</b>	Beauchamp	1 217 028,01 €
	Bessancourt	1 082 905,26 €
	Frépillon	403 556,23 €
	Herblay-sur-Seine	3 484 908,60 €
	Pierrelaye	1 127 236,76 €
	Saint-Leu-la-Forêt	1 951 562,40 €
	Taverny	2 933 687,80 €
	<b>TOTAL</b>	<b>12 200 885,06 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 204 594,91 €</b>	

**Article 3 :** Une régularisation sera effectuée sur le mois d'avril 2026, le montant définitif des contributions étant alors connu.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 05/12/2025

Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*



**DELIBERATION  
DU  
COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>13</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>5</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>13</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Claude CAUET, Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-39**

**AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE SIGNER UNE CONVENTION DE MUTUALISATION RELATIVE À LA CONVENTION DE PARTICIPATION SANTÉ ET PRÉVOYANCE DU CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE**

Le Président informe l'assemblée qu'il est nécessaire de mutualiser les conventions de participation Prévoyance et Santé 2024-2029 conclues par le CIG.

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

Envoyé en préfecture le 08/12/2025  
Reçu en préfecture le 08/12/2025  
Publié le  
ID : 095-259501211-20251203-202539\_1-DE



**PREND ACTE** que l'adhésion à la convention de mutualisation donne lieu à une contribution aux d'intervention du Centre de Gestion d'un montant annuel de :  
- 54 € pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de moins de 10 agents,  
- 180 € pour l'adhésion aux deux conventions, pour une collectivité de 10 à 49 agents.

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention de mutualisation avec le CIG.

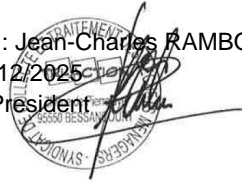
Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 05/12/2025

Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*

**Le Syndicat TRI-ACTION  
CONVENTION DE MUTUALISATION  
RELATIVE A LA CONVENTION DE PARTICIPATION SANTE  
DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION  
DE LA GRANDE COURONNE**

**Entre les soussignés :**

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la région d'Ile-de-France, dont le siège est situé 15, rue Boileau - 78008 VERSAILLES, représenté par son Président, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil d'Administration suivant par délibération du 07 juillet 2023, ci-après intitulé « le Centre de Gestion »,

**D'une part,**

Le Syndicat TRI-ACTION, représentée par son Président, Monsieur Jean-Charles RAMBOUR, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil syndical par délibération du ....., ci-après désignée « la Collectivité »,

**D'autre part,**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation relative au risque Santé conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics ayant préalablement mandaté le CIG peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur organe délibérant, après consultation de leur Comité Technique.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque santé pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2029. Avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474.

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 :**

Par la présente convention, la Collectivité participe à la mutualisation de la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion, qui permet à ses agents de bénéficier des garanties du risque santé c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité.

Le Centre de Gestion intervient dans les conditions particulières définies par la présente convention, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée et du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

### **Article 2 :**

L'adhésion à la convention de participation ouvre droit à l'intervention du Centre de Gestion sur les missions suivantes :

#### **1 – Suivi des conventions de participation**

- Conseils par téléphone dans la mise en œuvre de la convention de participation ;
- Accompagnement dans la communication auprès des agents
- Vérification des comptes de résultats (chargements, provisions, etc.),
- Aide aux relations avec le prestataire : négociations en cas d'augmentation des cotisations pendant le déroulement du contrat, médiation en cas de difficulté avec les prestataires,
- Garant des prestations financières et de gestion définies dans le cahier des charges.

#### **2 – Prestations complémentaires au suivi de la convention de participation**

##### **2 – 1 Prestations accessoires**

- Aide à l'analyse de statistiques et présentation des comptes de résultats,
- Support technique (fournitures de statistiques synthétiques ou analytiques à la demande, ...),
- Fourniture d'éléments nécessaires à la réalisation du Rapport Social Unique (RSU).

##### **2 - 2 Assistance sur les dossiers en vue de la remise en concurrence de la convention de participation intervenant tous les six ans**

- Organisation des procédures de publicité et de mise en concurrence, conformément à la réglementation en vigueur,
- Elaboration du cahier des charges,
- Aide à la décision pour le choix du prestataire. Le Centre de Gestion, dans sa mission d'aide et de conseil, propose le meilleur prestataire à la Collectivité.

Dans le cadre de la remise en concurrence de la convention de participation, **la Collectivité** s'engage à fournir au Centre de Gestion toute information qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission.

### **Article 3 :**

La présente convention prend effet à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2026** et s'achève le 31 décembre 2029. Avec une possibilité de prorogation d'une année si la convention de participation est prorogée conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474. Elle peut être dénoncée en même temps que la convention d'adhésion, selon les modalités prévues par cette même convention d'adhésion, par la Collectivité et le Centre Interdépartemental de Gestion, moyennant un préavis de six (6) mois par lettre recommandée.

### **Article 4**

**La Collectivité** participe à la mutualisation des frais d'intervention du Centre de Gestion. La contribution annuelle est fixée forfaitairement en fonction de la strate des collectivités :

- **30 €** pour l'adhésion au risque santé et à **54 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de - de 10 agents.
- **100 €** pour l'adhésion au risque santé et à **180 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de 10 à 49 agents.
- **200 €** pour l'adhésion au risque santé et à **400 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de 50 à 149 agents.
- **500 €** pour l'adhésion au risque santé et à **900 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de 150 à 349 agents.
- **1 000 €** pour l'adhésion au risque santé et à **1 500 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de 350 à 999 agents.
- **1 600 €** pour l'adhésion au risque santé et à **2 300 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de 1 000 à 1 999 agents.
- **2 400 €** pour l'adhésion au risque santé et à **3 200 €** pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance **et** santé), pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Le recouvrement de cette participation est assuré annuellement par le Centre de Gestion, dans le courant du premier semestre de chaque année.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant est versé auprès du compte suivant :

**Le Payeur Départemental des Yvelines**  
**B.D.F. Versailles – 30001 – 00866 - C 785 000000 – 67**

**Article 5**

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires

A Versailles, le 25 août 2025

A **BESSANCOURT**, le .....

**Pour le Centre de Gestion**

**Pour la Collectivité**

Le Président,

**Le Président**



Certifié par  
**Dematis**

Daniel LEVEL  
Maire de la commune déléguée de Fourqueux

**Jean-Charles RAMBOUR**

**DELIBERATION  
DU****COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>13</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>5</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>13</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Claude CAUET, Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-40**

**AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT À SIGNER UNE CONVENTION AVEC LE CIG  
POUR UNE MISSION DE CONFECTION DES PAIES**

Monsieur le Président informe l'assemblée de la nécessité de signer une convention avec le CIG relative à la confection des paies, la précédente convention arrivant à échéance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les décrets n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestions,

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

Envoyé en préfecture le 05/12/2025  
Reçu en préfecture le 05/12/2025  
Publié le  
ID : 095-259501211-20251203-2025\_40-DE



**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention avec le CIG relative à la confection des paies.  
**DIT** que la dépense correspondante est inscrite au budget du Syndicat.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 05/12/2025

Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*

**CONVENTION CONV/2025/11/08375 RELATIVE A L'INTERVENTION DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION POUR UNE MISSION DE CONFECTION DES PAIES**

**Entre les soussignés :**

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé 15 rue Boileau 78000 Versailles, représenté par son Président, Daniel LEVEL, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985

**D'une part,**

Et TRI ACTION, ci-dessous appelé la collectivité, représenté par son Président, Jean-Charles RAMBOUR, mandaté par délibération du .....

**D'autre part,**

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de la convention**

Sur la demande de la Collectivité, le Centre Interdépartemental de Gestion intervient dans les conditions définies par la présente convention, conformément aux dispositions du Code Général de la Fonction Publique.

**Article 2 : Nature des missions**

Les missions sont réparties entre la collectivité employeur et le Centre Interdépartemental de Gestion comme suit :

Missions effectuées par la collectivité	Missions effectuées par le service Paies
Transmission des éléments constitutifs de la paie dans les délais impartis y compris les déclarations annuelles d'indemnités pour les élus	Vérification administrative et contrôle de cohérence des éléments transmis (délibérations, contrats, arrêtés ...)
	Création et mise à jour des fichiers
Appel TOPAZE (nouveaux recrutements ...)	Simulation de salaire
	La gestion de la maladie (saisie des éléments, vérification des droits ...)
	Saisie des éléments et calcul de la paie
Vérification par la collectivité des prébulletins + modification ou validation	Contrôle de la paie
	Transmission des prébulletins
Mandatement des paies	Transmission paie réelle
	Edition des états constitutifs de la paie
Réalisation des déclarations mensuelles / annuelles (CAREL, DIF ELUS, FNC ...)	Transmission des données sociales (DSN)
	Transmission des données pour l'établissement des déclarations et états destinés aux administrations

En plus de ces missions de bases, l'intervention du CIG pourra donner lieu à des missions ponctuelles sur demande de la collectivité employeur telles que :

- Le calcul de l'indemnité de licenciement
- Le calcul de l'indemnité de rupture conventionnelle

- L'accompagnement dans la mise en place du RIFSEEP.

Chaque intervention du CIG pour une mission ponctuelle donnera lieu à une proposition d'intervention. Cette proposition précisera les conditions d'exécution, la durée et la tarification.

### **Article 3 : Transmission des documents de paie**

L'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion sera concrétisée par la remise à la Collectivité de documents écrits correspondant à chacune des étapes importantes, la Collectivité s'engageant pour sa part à fournir au Centre Interdépartemental de Gestion toute information qu'il jugera utile pour l'accomplissement de la mission.

La communication des éléments de paie se fera via le portail dématérialisé.

La procédure de communication est définie selon un calendrier annuel. Les modifications, compléments et éléments variables pour les salaires du mois en cours sont acceptés **jusqu'aux dates limites fixées par le calendrier annuel.**

A défaut de transmission des éléments dans les délais impartis, le service paie des collectivités, effectuera les calculs sur la base des éléments du mois précédent (hors éléments variables). Les régularisations seront effectuées sur le mois suivant.

A l'issue du traitement des paies, le Centre Interdépartemental de Gestion adressera à la collectivité via le portail dématérialisé, l'ensemble des documents de paie : bulletins de salaire, états liquidatifs, états de paie et des charges, flux de paie ....

### **Article 4 : Vérification des données**

Le Centre Interdépartemental de Gestion intervient dans l'exécution de la présente convention à titre de « conseil ». La collectivité reste, dans le cadre de ses prérogatives légales, totalement responsable des décisions concernant les règles définies par elle en matière de gestion de la carrière de l'agent, de régime indemnitaire et de tout élément conditionnant l'élaboration des bulletins de salaire et la situation administrative du personnel.

Le service gestion des carrières et paies des collectivités du Centre Interdépartemental de Gestion coordonneront leur activité afin de compléter l'assistance fournie à la collectivité signataire.

La collectivité signataire s'engage à communiquer sans délai tout élément impactant la paie, (certificat médical ...), afin d'éviter tout retard dans le décompte des droits.

### **Article 5 : Durée et résiliation**

La présente convention est convenue pour une durée de trois ans. A cette échéance, une nouvelle convention est passée entre les parties si celles-ci désirent poursuivre le partenariat.

**Elle prend effet à compter du 05 janvier 2026.**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de trois mois courant de la date de réception dudit courrier.

## **Article 6 : Conditions financières**

La Collectivité participera aux frais d'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion selon un tarif fixé chaque année par délibération du conseil d'administration du Centre Interdépartemental de Gestion selon le nombre de bulletins de la collectivité soit, **pour 2026 :**

- **Contribution forfaitaire à l'adhésion (montant/ agent créé) : 26 euros.**
- **Tarif forfaitaire par bulletin mensuel :**
  - Collectivités de moins de 50 agents : 11 euros.
  - Collectivités de 50 agents et plus : 13 euros.
  - Collectivité SIRH : 7 euros
- **Tarif des prestations facultatives :**
  - Collectivités de moins de 50 agents : 33 euros/ heure.
  - Collectivités de 50 agents et plus : 43 euros/ heure.

Le recouvrement des frais de la mission sera assuré trimestriellement par le Centre Interdépartemental de Gestion.

En application de la réglementation liée à la dématérialisation des factures du secteur public, la facturation liée à la présente convention sera déposée sur le portail « Chorus Pro » où elle sera accessible à la collectivité.

Les informations ci-après doivent nous être indiquées dès la signature de la convention :

- SIRET : .....
- Code Service : .....
- N° engagement juridique (annuel de préférence) : .....

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à :

Le Payeur Départemental des Yvelines :  
BDF Versailles - 30001 \* 00866 \* C7850000000 \* 67  
Code IBAN : FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067  
BDFEFRPPCCT

## Article 7 : Traitement et protection des données personnelles

Dans le cadre de la présente convention, le CIG traite des données se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement, telles que définies par le Règlement Général sur la Protection des données (« le RGPD ») à l'article 4.1 (« les Données Personnelles »).

Le présent article a pour objet de définir, conformément à l'article 28 du RGPD, les modalités de traitement des Données Personnelles effectuées, pour le compte de la collectivité (« le Responsable de traitement »), par le CIG, qui agit en tant que sous-traitant au sens du RGPD (« le Sous-traitant »).

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et la loi Informatique et Libertés.

Le CIG est autorisé à réaliser pour le compte de la collectivité le traitement de Données Personnelles tel que décrit ci-dessous :

<b>Finalité du traitement</b> <i>Objectif poursuivi par le traitement</i>	L'ensemble des missions décrites à l'article 2 de la présente convention
<b>Personnes concernées</b> <i>Personnes dont les données sont traitées</i>	Agents de la collectivité
<b>Catégorie de données personnelles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Identité <input type="checkbox"/> Coordonnées <input type="checkbox"/> Données de connexion <input checked="" type="checkbox"/> Vie personnelle et professionnelle <input checked="" type="checkbox"/> Numéro de sécurité sociale <input checked="" type="checkbox"/> Informations économiques <input type="checkbox"/> Données de localisation <input checked="" type="checkbox"/> Données sensibles : NIR et données relatives à la santé (arrêts maladies)
<b>Nature des opérations</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Collecte <input checked="" type="checkbox"/> Accès <input checked="" type="checkbox"/> Transmission <input checked="" type="checkbox"/> Conservation <input checked="" type="checkbox"/> Destruction
<b>Durée du traitement</b>	La durée du traitement est égale à la durée de la présente convention.

Le CIG s'engage à :

- traiter les données personnelles exclusivement selon les consignes écrites de la collectivité ;
- ce que les agents du CIG accédant aux données personnelles s'engagent à respecter leur confidentialité ;
- demander l'autorisation de la collectivité pour faire appel à un autre prestataire qui utiliserait les données personnelle, et à mettre en place un contrat avec un tel prestataire qui prévoit les mêmes obligations que le présent article ;
- mettre à la disposition de la collectivité toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de la loi en matière de protection des données et permettre la réalisation d'audit par la collectivité ;
- mettre en place les mesures suivantes afin d'assurer la protection des données personnelles :
  - sécurisation des locaux : contrôle des accès diurnes et les accès nocturnes impossibles (verrouillages et alarmes) ;
  - contrôle d'accès des serveurs informatiques et accès limité à une liste de personnel préalablement identifié ;
  - matériel informatique équipé de firewall et d'antivirus ;

- hébergement des données chez un prestataire mettant en œuvre des mesures organisationnelles et techniques afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données ;
- transmission des données par un outil sécurisé ;
- ordinateurs protégés par des codes d'accès personnels et secrets. En cas de travail à distance, les ordinateurs sont également équipés d'un système VPN.

Le CIG pourra, à la demande de la collectivité par courriel à l'adresse [rgpd@cigversailles.fr](mailto:rgpd@cigversailles.fr), lui apporter assistance :

- pour informer les personnes de la gestion de leurs données personnelles et de leurs droits ;
- pour répondre aux demandes des personnes portant sur l'utilisation de leurs données personnelles ;
- pour toutes les formalités nécessaires à réaliser auprès de la CNIL, et
- en cas de violation de données, dont la collectivité sera informée dans les meilleurs délais.

### **Article 8 : Compétences juridictionnelles**

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires

A Versailles, le 05 novembre 2025

**Pour le Centre de Gestion,**

Pour le Président absent, par délégation,  
La Vice-Présidente,



Denise PLANCHON  
Maire de la commune de NEAUPHLE-LE-VIEUX

**Pour la Collectivité,**

Le Président,

Jean-Charles RAMBOUR



**DELIBERATION  
DU  
COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 03 DÉCEMBRE 2025**

Date de la convocation <b>27/11/2025</b>	L'an deux-mille vingt cinq, le 03 décembre à 19H30, le Comité syndical du syndicat TRI-ACTION s'est réuni publiquement dans les bureaux du Syndicat, ZI rue de Pierrelaye à Bessancourt sous la présidence de Jean-Charles RAMBOUR, Le Président.
Membres en exercice <b>18</b>	
Membres présents <b>13</b>	<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b> : Jean-Charles RAMBOUR, Alexandre DOHY, Martine BERNARD, Monique BAQUIN, Estelle CABARET, Philippe ARES, Philippe BARAT, Régis BRASSEUR, Pascal DERCHE, Carole FAIDHERBE, Hubert MARCHAIS, Jean-Pierre OBERTI, Patrick PLANCHE
Nombre de procurations <b>0</b>	
Membres excusés <b>5</b>	
Nombre de suffrages exprimés <b>13</b>	<b><u>ABSENTS REPRESENTES</u></b> :
	<b><u>PROCURATIONS</u></b> :
	<b><u>EXCUSES</u></b> : Claude CAUET, Florent BEAULIEU, Isabelle CHOCHON-LAMBERT, Julien MAESTRONI, Jean-Christophe POULET
	<b>A été nommé (e) secrétaire : Madame Monique BAQUIN</b>

*Acte rendu exécutoire après réception de l'accusé de réception de la Préfecture du Val d'Oise*

**N° 2025-41**

**MODIFICATION DES MODALITÉS DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS**

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale modifié ;

Vu la circulaire ministérielle n°10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 28/10/2025.

Le Président rappelle que le Compte épargne-temps est un dispositif qui ouvre aux agents (statutaires et contractuels de droit public) à temps complet ; temps partiel ou non complet employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service la possibilité de capitaliser du temps sur plusieurs années en reportant d'une année sur l'autre des jours de congés, d'ARTT et sous certaines conditions des repos compensateurs, qui n'ont pas pu être pris dans l'année.

Sont exclus du dispositif du CET :

- Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, assistants d'enseignement artistique. Les agents contractuels exerçant des fonctions comparables sont également exclus.
- les fonctionnaires stagiaires. Ceux qui avaient acquis antérieurement des droits à congés au

titre du CET en qualité de titulaire ou d'agent contractuel de droit public ne peuvent ni les utiliser ni en cumuler de nouveaux durant cette période,

- les agents contractuels recrutés pour moins d'un an,
- les agents de droit privé

La mise en place du CET s'impose à l'employeur dès lors que les agents en ont fait la demande.

En application de l'article 10 du décret n°2004-878 du 26 août 2004, il revient ainsi à l'organe délibérant de déterminer les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du CET, ainsi que de ses modalités d'utilisation, suivant la proposition ci-dessous :

### **L'OUVERTURE DU CET**

L'ouverture du CET est de droit pour les agents et elle peut être demandée à tout moment de l'année.

Cette demande se fera par remise du formulaire de demande d'ouverture annexée à la présente délibération, au Président.

Le Président accuse réception de la demande d'ouverture du CET dans un délai de 15 jours suivants le dépôt de la demande, notamment en cas de refus motivé d'ouvrir le CET.

### **L'ALIMENTATION DU CET**

Le CET est alimenté par :

- Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;
- Le report de jours de récupération au titre de l'ARTT ;
- Les jours de repos compensateurs (récupération des heures supplémentaires ou complémentaires notamment) (maximum 2 jours par an).

Le CET peut être alimenté dans la limite de 60 jours.

Deux dérogations existent cependant à ce plafond :

- Compte-tenu du décret n°2020-723 du 12 juin 2020 (période Covid) dépassement possible de 10 jours
- Compte-tenu de l'arrêté du 9 janvier 2024 (en raison des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024) dépassement possible de 10 jours

Ces deux dispositifs dérogatoires sont cumulables.

### **PROCEDURE D'ALIMENTATION DU CET**

La demande d'alimentation du CET pourra se faire par le biais du formulaire de demande d'alimentation annexée à la présente délibération.

Elle devra être transmise auprès du service gestionnaire du CET avant le 31 janvier de l'année suivante.

Cette demande ne sera effectuée qu'une fois par an. Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

## **L'UTILISATION DU CET**

Le CET peut désormais être utilisé sans limitation de durée. L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités du service.

Les nécessités de service peuvent être opposées à l'utilisation des jours épargnés à la cessation définitive des fonctions.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé du proche aidant ou d'un congé de solidarité familiale.

Le service gestionnaire du CET informera l'agent chaque année de la situation de son CET avant le 31 janvier de l'année suivante, en utilisant le formulaire annexé à la présente délibération.

Les 15 premiers jours épargnés ne seront utilisés que sous forme de congés.

Au-delà de 15 jours épargnés, l'agent peut utiliser les jours excédentaires en combinant notamment plusieurs options dans les proportions qu'il souhaite parmi les options suivantes :

- leur prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle (uniquement pour les agents titulaires affiliés à la CNRACL) ;
- leur indemnisation ;
- leur monétisation ;
- leur maintien sur le CET ;
- Leur utilisation sous forme de congés.

En cas d'indemnisation, cette dernière se fera par le versement d'une indemnité compensatrice selon des taux fixés par arrêté ministériel et variable selon la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent. Les montants de l'indemnisation applicables sont ceux prévus par la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation du CET.

L'agent doit faire part de son choix au service gestionnaire du CET avant le 31 janvier de l'année suivante en remettant le formulaire de demande d'option annexé à la présente délibération.

A défaut de droit d'option exercé au 31 janvier de l'année suivante :

- pour les agents titulaires affiliés à la CNRACL, les jours excédant 15 jours sont automatiquement pris en compte au sein du RAFP ;
- pour les autres agents (agents non titulaires et pour les agents affiliés au régime général IRCANTEC), ils sont automatiquement indemnisés.

L'agent souhaitant utiliser des jours épargnés dans son CET sous forme de congés devra le demander selon les règles applicables aux congés annuels dans la collectivité.

La compensation financière du CET ne peut pas limiter le nombre de jours indemnissables ni restreindre l'indemnisation selon le type de dépôt sur le CET ou la prise en compte au sein de la RAFP des droits épargnés pour les agents concernés.

## **CLÔTURE DU CET**

Le CET doit être soldé et clôturé à la date de la radiation des cadres ou des effectifs pour le fonctionnaire ou à la date de la radiation des effectifs pour l'agent contractuel.

Lorsque ces dates sont prévisibles, Le Président informera l'agent de la situation de son CET, de la date de clôture de son CET et de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de la clôture dans

des délais qui lui permettent d'exercer ce droit.

En cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation des ayants-droits. L'indemnité est calculée en multipliant le nombre de jours épargnés sur le CET par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès. Cette indemnisation est effectuée en un seul versement, quel que soit le nombre de jours en cause.

Entendu l'exposé de Monsieur RAMBOUR, Le Président et sur sa proposition,  
Après en avoir délibéré, **le Comité adopte à l'unanimité cette délibération.**

LE COMITE SYNDICAL

**APPROUVE** le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale modifié ;

**ADOpte** les propositions du Président relatives à l'ouverture, le fonctionnement, la gestion, la fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent mentionnés dans la présente délibération,

**ADOpte** les différents formulaires annexés,

**PRECISE** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er Janvier 2026,

**PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit

Signature de l'Autorité territoriale

Signé par : Jean-Charles RAMBOUR

Date : 08/12/2025

Qualité : Président



*Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en préfecture,*